

2003 : Une année riches en événements politiques

Et voici une année, 2003, qui tire à sa fin. Elle a été marquée par des événements majeurs qui ont remué telle une boue la scène politique au-delà même de nos frontières. De l'affaire des barbus, à la tentative de putsch, en passant par l'élection présidentielle, le Pouvoir a fini le tournage avec notamment l'épisode du procès Haidalla. De tous ces événements, la Mauritanie n'aura connu qu'un séisme politique.

Retour sur l'année.

Que d'événements politiques où des citoyens, des leaders de courants politico-religieux ont eu maille à partir avec la justice, jugée inféodée au pouvoir exécutif. C'est ainsi qu'on pense à l'affaire des islamistes et à la tentative de putsch du 8 juin. L'agitation politique a atteint son paroxysme avec le dernier scrutin présidentiel, dont les résultats sont contestés par l'opposition qui a vu son principal leader face à Ould Taya, entraîné devant la justice au nom du Grab1.

Une affaire qui, selon plus d'un, a révélé la volonté coriace du pouvoir d'en découdre avec l'opposition. Celle-là même qui se trouvait dans un état de déconfiture, mais qui a suscité un réel espoir de changement au lendemain de l'officialisation de la candidature de Mohamed Khouna Ould Haidalla, ancien chef d'Etat de 1980 à 84, renversé par un coup d'Etat diligé par l'actuel chef de la magistrature suprême. L'année 2003, avons-nous dit. Jamais de mémoire des politologues, la Mauritanie n'a connu pareils bouleversements, dont les stigmates sont encore ostensibles au sein de la population.

Mais d'abord l'affaire des barbus ne saurait se comprendre tant qu'on n'a pas fait un détour pour apprécier, à sa juste valeur, la donne internationale qui n'est rien d'autre que le diktat du pays de l'Oncle Sam. Car, au lendemain des attentats terribles du 11 septembre qui ont poignardé l'orgueil des Américains, le monde a changé. Depuis lors, les choses ne sont plus comme avant. Plus jamais !

Distribuer la bonne carte

Les Etats-Unis ont décidé alors dans un réveil d'orgueil de pourchasser les terroristes jusque dans leurs gîtes. Eux et les pays qui les hébergent ou les soutiennent d'une manière ou d'une autre. Mais, la guerre contre le terrorisme, version américaine, est ambiguë. C'est une guerre contre les extrémistes islamistes. Et très vite, ils se sont attirés les foudres de quelques pays musulmans. D'autres ont préféré, cependant, raisonner leurs amis et alliés américains, en compatissant à leur douleur et en leur promettant de faire la besogne dans leurs pays respectifs. D'autant que l'Amérique a demandé le soutien du monde musulman pour sécuriser le monde et traquer les irréductibles "cogneurs". Le monde islamique, nous en faisons partie. Et puis le terrorisme, allons-nous ajouter, concerne tout le monde par son caractère universel et imprévisible. La Mauritanie a, sans hésitation aucune, décidé de jouer la bonne carte. Distribuer la bonne carte signifie commencer par chez soi. Dans cette optique, les forces de sécurité nationales sont en état d'alerte maximum depuis plusieurs mois. La Mauritanie est-elle ou non à l'abri des menaces terroristes pour justifier la traque de ses barbus ? "Non, il s'agit d'un tapage publicitaire destiné aux Etats Unis d'Amérique : Nous voilà résolument engagés dans la voie contre le terrorisme", sont tentés de répondre beaucoup d'observateurs avertis. Le Président américain n'a-t-il pas cité la Mauritanie parmi les pays modèles en matière de coopération et de coordination dans la lutte contre le terrorisme international ?

Que la psychose terroriste soit ou non justifiée en Mauritanie, Ould Taya n'a pas hésité à jeter en prison quelques barbus incontrôlables à l'image de Cheikh Ould Dedded. Raison évoquée : intelligence avec une puissance étrangère et atteinte à la sûreté du pays. Depuis mai dernier, les islamistes sont étroitement surveillés et les activités à l'intérieur des mosquées minutieusement contrôlées. Et les traditionnelles offenses à l'en-droit d'Israël et de l'Amérique y sont prohibées. Une loi organisant la gestion des mosquées a même été adoptée par le gouvernement. L'érudite Dedded et son groupe vont croupir dans les geôles de l'Etat pendant

quelques mois pendant que la campagne de leur déniement était relayée par les médias officiels. Cet événement a suscité une inquiétude grandissante parmi les Mauritaniens. Pourtant, à la surprise générale, les barbus ont bénéficié d'une liberté provisoire alors que l'instruction suivait son cours. Il apparaît par ailleurs que même si les raisons de leur inculpation existent, elles ne sont pas en tout cas suffisantes pour les maintenir en prison. En définitive, de raisons on n'aura qu'un assemblage de faits insignifiants. Les barbus sont libres. On n'en parle plus.

L'instinct militaire

Voici encore un autre événement qui a accentué la crise politique interne. Ce fameux 8 juin a pris la quasi-totalité des Mauritaniens au dépourvu. Le pays renouait avec une période qu'on croyait révolue, médiévale. Et tout d'un coup, des tirs d'obus et des affrontements dans une cité qui se croyait à l'abri. Durant deux jours, l'histoire a été suspendue dans notre pays.

Finalement, le Président Ould Taya, a pu sauver ses meubles. Mais, cette tentative de prise de pouvoir par les armes dans un régime constitutionnel a mis au grand jour le profond malaise au sein de l'armée. Cette situation quoique fâcheuse, a mis en exergue les entorses intempestives à la démocratie, c'est-à-dire le pourrissement des institutions démocratiques, l'an-crage de la culture du laxisme et la gestion chaotique des ressources du pays. Tout était donc à faire. A refaire plutôt de la manière la plus équitable.

Mais, ce qui était urgent c'est le retour de la confiance au sein de l'armée, et entre les fils du pays.

Certes, la Mauritanie a été fragilisée. Il appartenait au chef de procéder aux changements nécessaires mais surtout attendus. Et seuls ces changements pouvaient redresser le pays tant sur les plans politique, que social et économique. La frustration était quelque chose qu'on ne pouvait plus escamoter.

Au sortir de ce coup d'Etat avorté, le Président Ould Taya, a apporté des retouches à la hiérarchie militaire. Ce qui, une fois encore, prouvait que la sécurité - sa sécurité d'abord - passait avant tout. L'ouverture attendue s'effritait en rêve. Mais, d'autres décisions auda-

cieuses ont été également prises. Il s'agit en fait du limogeage du Premier ministre de l'époque, en l'occurrence Cheikh El Avia Ould Mohamed Khouna, de l'ex-secrétaire général du Prds, figure historique du système-Taya, Louleïd Ould Weddad. La blessure est profonde. Au point que le Président n'avait pas hésité à se débarrasser de ses hommes de confiance qui ont toujours été présents à l'heure des grandes décisions. Ils sortaient tous par la petite porte, tandis qu'un Saghair Ould Bareck, appartenant à la communauté Haratine, est nommé au poste de PM. Une telle nomination inattendue répond principalement à deux soucis.

D'abord, le Président Ould Taya a fait d'une pierre deux coups, autrement dit, la promotion de la communauté Haratine, dont aucun membre n'avait jusqu'alors, accédé à ce prestigieux poste depuis l'indépendance. Mais, aussi, il voulait que son actuel PM joue le rôle de mobilisateur de sa communauté. Car, on avait franchi la dernière ligne des élections présidentielles où, la machine Prds, aux yeux du rais, doit fonctionner à tout prix. Et tant qu'elle fonctionne, la Mauritanie va très bien. Cette nomination a permis, tant soit peu, de redessiner l'échiquier politique national. Mais, dans certains milieux, on notait que l'homme était simplement venu pour des besoins électoralistes et qu'il sera éjecté, passée cette échéance. Mais, Ould Taya, lui, sait ce qu'il veut et a reconduit comme pour donner douche froide à ceux qui le disaient, Saghair Ould Bareck au même poste, après sa victoire aux dernières consultations électorales.

Haidalla réapparaît

Ce scrutin présidentiel revêtait un caractère presque historique du fait même principalement de la participation de Mohamed Khouna Ould Haidalla, ancien chef de l'Etat, qui, malgré son effacement sur la scène politique jusqu'au premier août, date de l'annonce officielle de sa candidature, continuait de jouir d'une popularité exemplaire dans le pays. Admiré par toutes les composantes sociales en Mauritanie, Haidalla est l'homme capable comme d'ailleurs en tout temps sa campagne électorale, de drainer toute la popula-tion.

Mais, son retour sur la scène

politique, sur lequel les suppressions allaient bon train avant son officialisation, a d'autant plus dérangé l'opposition que le Pouvoir. Cette opposition qui s'effritait, incapable de tenir le même langage, minée par des querelles de leadership, était par conséquent incapable de trouver un candidat de consensus face à un Pouvoir qui ne s'est pas encore décidé, selon les observateurs, à instaurer un jeu démocratique réel et transparent.

Mohamed Khouna Ould Haidalla, n'appartenant à aucune couleur ou famille politique, va finalement grignoter dans l'électorat des principaux candidats de l'opposition, Ahmed Ould Daddah, Messaoud... et du Prds également. Quant à l'UFP, le choix était fait et se portait sur Khouna qui, à ses yeux, a tous les atouts de passer les choses au peigne fin. La candidature unique longtemps évoquée, sera enterrée, et les volontés innombrables de mettre en place un cadre d'actions concertées au sein de l'opposition pour lui permettre d'arriver au pouvoir sinon de le rêver, se dissipait au fur et à mesure que la date fatidique approchait à pas de loup affamé dans une bergerie.

En outre, au-delà de ces considérations, cette dernière élection a été simplement un duel entre deux officiers, Ould Taya et Khouna, qui se regardaient en chien de faïencé. L'on savait que les deux hommes entretenaient des rapports qu'on ne peut pas a priori qualifier. Ils n'étaient ni privilégiés ni conflictuels. Mais, il est clair que la participation de Khouna a ébranlé le parti-Etat. Dans ce cadre, Ould Taya soucieux de préserver son pouvoir, enverra une délégation à Bruxelles, conduite par l'actuel ministre de l'Equipement et des Transports, pour mobiliser la communauté mauritanienne à l'étranger afin qu'elle soit acquise à sa cause. Mais, cette histoire a fini en douce. Du reste, la campagne électorale a été menée tambour battant jusqu'à la veille du vote où Khouna est interpellé par la police. Cette affaire est le dernier épisode où le Pouvoir s'est empressé sans se soucier de son image tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.

Wane Abdoulaye